

Point de vue

La lutte contre les maladies cachées, par Henri Pézerat

LE MONDE | 26.04.06 | 14h53 • Mis à jour le 26.04.06 | 14h53

Depuis quelques décennies, l'action des pouvoirs publics et du corps médical vise, dans le champ de la prévention, à cibler essentiellement le tabagisme parmi les facteurs à l'origine de la progression d'un certain nombre de cancers. Ce n'est pourtant que l'un des facteurs cancérigènes auxquels il est nécessaire de s'attaquer.

Mais il est plus aisé de culpabiliser les individus que de condamner les acteurs économiques qui n'hésitent pas à mettre sur le marché des produits ou des technologies à même d'engendrer une augmentation de l'incidence des cancers. On l'a vu avec les expositions à l'amiante qui vont encore entraîner de 50 000 à 100 000 nouveaux décès d'ici à 2025. Ce résultat pouvait se prévoir dès le début des années 1960 à partir des données médicales et scientifiques. Mais les dignitaires de la santé publique n'ont pas voulu le savoir, ni en 1960, ni même en 1975, quand d'autres acteurs ont déclenché l'alerte. Et il a fallu attendre 1997 pour obtenir l'interdiction du matériau au terme de mouvements sociaux très médiatisés. Comme quoi la prévention du cancer a une dimension sociale, et non seulement médicale

Au-delà de l'amiante, on connaît environ 500 produits ou agents physiques ou technologies considérés comme potentiellement cancérigènes chez l'homme, dont une centaine avec une forte certitude. Mais la prévention face à ces agents n'en est qu'à ses balbutiements. Il n'y a eu que très peu d'efforts pour expliquer pourquoi l'incidence annuelle des cancers du sein est passée de 21 200 à 41 800 cas de 1980 à l'an 2000. Pour ce type de tumeurs, la recherche devrait principalement porter sur les relations entre cancers et perturbateurs endocriniens. Classe de produits où en plus des hormones de synthèse, il existe quantité de produits chimiques que l'on trouve dans les plastiques, les détergents, les pesticides, etc. Mais c'est là un domaine où toutes les recherches - dans les institutions publiques et privées - sont sous étroite surveillance du lobby international de la chimie !

Certes, quelques enquêtes épidémiologiques ici ou là confirment ce qui était acquis par la clinique et la toxicologie. Mais, pour aller au-delà, l'épidémiologie doit se fondre dans des projets transdisciplinaires aux côtés de la clinique, de la toxicologie, de la biologie, de la sociologie, de l'expologie (qui explore les modes d'exposition). Or, actuellement, c'est le morcellement, le cloisonnement qui l'emporte, et l'épidémiologie, qui se veut une discipline reine, ne sait souvent que se conformer à des modèles préétablis, standardisés, qui perdent de vue les malades et leur environnement. La recherche ne peut progresser que si elle s'ouvre à toutes les disciplines.

Dans le champ de la recherche sur l'étiologie des cancers, l'observation initiale, celle qui peut générer un projet novateur, est souvent celle des agrégats de cancers (des "clusters" dans le langage des épidémiologistes), touchant ou non le même organe, limités dans le temps et dans l'espace. Le plus souvent, ces clusters passent inaperçus ou, quand ils sont signalés par des personnes isolées, des syndicats, des associations, ils sont rejetés par les institutions comme étant dus au hasard, à ce qu'ils appellent des "aléas statistiques", rejet a priori, sans enquête approfondie sur les différentes hypothèses possibles.

Et, pourtant, dans le domaine des cancers professionnels, l'histoire nous apprend que la plupart des produits classés comme cancérigènes l'ont été à partir d'observation de clusters !

Il y a une vingtaine d'années, la Sécurité sociale ne reconnaissait chaque année qu'une centaine de cas de cancers provoqués par une exposition en milieu de travail ; maintenant, il en est reconnu annuellement plus de 1 500, dont 83 % imputés à une exposition à l'amiante, mais les épidémiologistes estiment que le nombre réel de nouveaux cas annuels serait plutôt de l'ordre de 20 000 ! La sous-déclaration est donc considérable, avec une forte responsabilité d'un corps médical certes mal informé, mais en général peu enclin à s'opposer aux institutions et aux puissants du jour.

L'énorme majorité des cancérogènes autres que l'amiante, rencontrés en milieu de travail, ne donne lieu qu'à des observations isolées, bien qu'il existe à coup sûr des clusters de cas non repérés, faute d'observateurs aptes à donner l'alerte. Imposer la reconnaissance publique du risque est en effet une tâche difficile, semée d'embûches, à laquelle peu de médecins et de scientifiques acceptent de s'atteler.

Nous en parlons d'expérience, car, indépendamment du combat contre l'amiante, mené depuis 1975, nous participons - aux côtés de syndicats et-ou d'associations - à cette lutte pour la visibilité des facteurs cancérogènes dans diverses entreprises. La principale leçon que nous tirons de ces luttes est que l'atout majeur permettant de révéler l'existence de clusters de cancers est l'alliance entre un mouvement syndical lucide, fort et déterminé, à l'intérieur de l'entreprise, et un ou plusieurs acteurs scientifiques ou du secteur médical.

La mise en évidence des clusters et de leur origine la plus probable n'est pas le fruit - en premier lieu - de la recherche scientifique et médicale telle qu'elle est aujourd'hui conçue. Cette recherche, en ses multiples dimensions, avec des tests *in vitro*, *in vivo*, des études de mécanisme, des enquêtes épidémiologiques, des enquêtes d'exposition, etc., ne vient qu'en aval d'un combat préliminaire qui est d'abord un combat de caractère social.

Les cancers environnementaux sont plus difficiles à identifier que les cancers professionnels, la dispersion des polluants survenant dans une zone géographique beaucoup plus vaste et conduisant à des concentrations d'agents cancérogènes dans l'air plus faibles que celles rencontrées en milieux industriels. Dans cet ensemble, les clusters de cancers d'enfants - avec des temps de latence courts - sont sans doute les plus aisés à repérer, car il existe un lieu d'observation privilégié qui rassemble les enfants d'une zone géographique donnée, en l'occurrence l'école.

Notre expérience personnelle nous a amenés à prendre connaissance de deux clusters de cas, à Vincennes et à Mortagne-au-Perche, toujours dans la tranche d'âge (0 à 5-7 ans) où l'incidence des cancers d'enfant est la plus forte. En général, si l'écho donné est suffisant, il y a enquête de la Ddass puis de l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de ses relais régionaux. La conclusion de l'enquête dans les deux exemples de clusters que nous connaissons a été proclamée avant même que l'enquête ait eu lieu. Il ne pouvait s'agir que d'un "aléa statistique", entendez un effet du hasard !

Un seul exemple, dans le Perche, avec quatre cas de cancer en moins de deux ans dans une petite école proche d'une entreprise d'équarrissage. L'InVS a clos l'affaire, sans la moindre enquête dans l'usine. Nous avons demandé la réouverture de l'enquête, mais l'InVs nous répond qu'*"aucune exposition à un facteur de risque suspecté n'a été mise en évidence"*, et même ne pouvait être mise en évidence, puisque *"l'investigation d'un cluster n'offre pas les conditions adaptées à la réalisation de travaux à visée étiologique"*.

Mais alors à quoi sert l'InVS ? Alors qu'il reste indispensable dans un tel cas d'explorer l'hypothèse d'une pollution du village, en particulier dans la période d'épidémie d'ESB, où se sont déroulés dans l'usine divers essais de destruction par chaleur et pression du prion pathogène dans les farines animales. Les polluants pourraient être alors des cancérogènes formés lors du chauffage des viandes à des températures supérieures à 100 °C, polluants connus, appartenant à la famille des hétérocycles aminés (HA), tous susceptibles d'induire des cancers dans de multiples organes. A noter que de telles recherches ne seraient sans doute pas sans conséquences en matière de compréhension et de prévention des cancers liés à l'alimentation !

De fait, il apparaît que le premier souci des pouvoirs publics est d'éviter toute vague, toute mise en cause d'acteurs économiques de poids ou d'administrations défailtantes. Quant aux institutions de recherche, elles apparaissent, dans ce domaine, incapables d'initiative, sans imagination, les unes directement

influencées par les représentants des milieux industriels, les autres paralysées par la peur de déplaire et de s'attirer des ripostes qui nuisent à leur image et à la carrière des chercheurs.

Il n'y aura donc progression vers une meilleure prévention des cancers que si s'élève le niveau des exigences de la société dans son ensemble. Exigences qui impliquent des actions collectives et suivies, et non la confiance aveugle si fréquemment demandée par les institutions médicales et scientifiques.

Henri Pézerat est directeur de recherche honoraire au CNRS.

Article paru dans l'édition du 27.04.06

Le Monde.fr

» A la une
» Le Desk
» Opinions

» Archives
» Forums
» Blogs

» Examens
» Culture
» Finances

» Météo
» Carnet
» Immobilier

» Emploi
» Shopping
» Nautisme

» Voyages
» Newsletters
» RSS

Le Monde

» Abonnez-vous 15€ par mois
» Déjà abonné au journal
» Le journal en kiosque



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Conditions générales de vente | Qui sommes-nous ? | Aide